



Actualités OFS

3 Vie active et rémunération du travail

Neuchâtel, juillet 2016

Indicateurs du marché du travail 2016

Résultats commentés pour la période 2010–2016

Extrait de la publication intégrale «Indicateurs du marché du travail 2016»

Renseignements:

Patrick Walter, OFS, Section Travail et vie active,
tél. 058 463 64 02, patrick.walter@bfs.admin.ch
Numéro OFS: 206-1604

Abréviations dans les graphiques

CMT	Comptes globaux du marché du travail
CHOM-BIT	Statistique du chômage au sens du BIT
ESPA	Enquête suisse sur la population active
ESS	Enquête suisse sur la structure des salaires
EUROSTAT	Office statistique de l'Union européenne
ISS	Indice suisse des salaires
PIB	Produit intérieur brut
SECO	Secrétariat d'Etat à l'économie
SPAO	Statistique de la population active occupée
STATEM	Statistique de l'emploi
SVOLTA	Statistique du volume du travail

Table des matières

2010–2015: Principales évolutions sur le marché suisse du travail	4
2010–2015: La situation des hommes et des femmes sur le marché du travail	6
2010–2015: La main-d'œuvre suisse et étrangère	8
2010–2015: La situation dans les sept grandes régions de la Suisse	10
Situation du marché du travail au 1 ^{er} trimestre 2016 et perspectives à court terme	12
Le marché du travail suisse en comparaison internationale	14

«Indicateurs du marché du travail 2016»

Ce document est un extrait de la publication «Indicateurs du marché du travail 2016», qui fournit des repères parmi la vaste gamme des données sur l'emploi. L'information y est structurée de manière à procurer une vue d'ensemble du marché suisse du travail et des statistiques qui s'y rapportent. Parmi les domaines traités, on trouve l'activité professionnelle, les heures de travail, le chômage, les places vacantes, les aspects dynamiques du marché du travail, la structure et l'évolution des salaires.

Après une première partie consacrée aux résultats commentés pour la période 2010–2016, cette publication passe en revue les définitions des principaux indicateurs du marché du travail. Un chapitre spécifique décrit ensuite les aspects méthodologiques des différentes sources statistiques. Enfin la dernière partie de cet ouvrage est constituée de près de quarante tableaux présentant en détail les résultats des différentes statistiques du marché du travail.

La publication intégrale «Indicateurs du marché du travail 2016» sera disponible dès le 11 août 2016.

Numéro OFS: 206-1602
Commandes: tél. 058 463 60 60, fax 058 463 60 61, order@bfs.admin.ch
Prix: Fr. 25.–; env. 130 pages

2010–2015: Principales évolutions sur le marché du travail suisse

La croissance économique qui a suivi la crise financière a légèrement fléchi en 2015. Sur cinq ans (du quatrième trimestre 2010 au quatrième trimestre 2015), le nombre de personnes actives occupées en Suisse a sensiblement augmenté. Durant la même période, le taux de chômage au sens du BIT (chômeurs selon la définition du Bureau international du travail) a augmenté, alors que le taux de chômeurs inscrits (dans un office régional de placement ORP) est resté stable. Le nombre de places vacantes a diminué, comme la difficulté à recruter dans certains cas. Le marché suisse du travail est performant en comparaison internationale.

Fléchissement de la croissance économique en fin de la période observée

Après les taux de croissance négatifs consécutifs à la crise financière, le PIB Suisse a retrouvé le chemin de la croissance au 1^{er} trimestre 2010 (par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente). La Suisse a connu alors quatre trimestres de croissance soutenue (plus de 2,0%), puis, du premier trimestre 2011 au quatrième trimestre 2014, une phase de croissance de 1,7% en moyenne. Un fléchissement de la croissance s'observe à partir du premier trimestre 2015. Au quatrième trimestre 2015, le taux de croissance était encore de 0,3% par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente. C'est le taux le plus faible de la période considérée.

Hausse du taux de chômage au sens du BIT

Selon la statistique de la population active occupée (SPAO), qui repose sur une enquête auprès des personnes (ESPA), le nombre d'actifs occupés a augmenté de 9,0% à 5,0 millions entre le quatrième trimestre 2010 et le quatrième trimestre 2015. La statistique de l'emploi (STATEM), basée sur une enquête auprès des entreprises des secteurs secondaire et tertiaire, indique une hausse du nombre d'emplois de 6,9% à 4,9 millions.

Pendant la même période, le nombre de chômeurs au sens du BIT a augmenté de 22,6% (+42'000 personnes) et le nombre de chômeurs inscrits auprès des ORP de 4,3% (+6000 personnes).

Cette évolution s'est traduite, sur cinq ans, par une hausse du taux de chômage au sens du BIT (qui a atteint 4,7%, +0,6 point), alors que le taux de chômeurs inscrits restait inchangé (à 3,3%, +0,0 point).

Moins de places vacantes et de difficultés à recruter du personnel

Au quatrième trimestre 2015, le nombre de places vacantes (48'000) avait diminué de 11,7% par rapport à cinq ans plus tôt (55'000). Parallèlement, les entreprises ont eu moins de peine à recruter du personnel avec un diplôme de formation professionnelle supérieure ou de fin d'apprentissage. Elles ont par contre eu autant de peine que cinq ans plus tôt à recruter du personnel diplômé d'une haute école et de la main-d'œuvre sans formation professionnelle. Pendant la période sous revue, le taux de chômage au sens du BIT a augmenté quel que soit le niveau de formation des personnes.

Taux de chômage au sens du BIT en hausse chez les hommes

D'un point de vue structurel, la période 2010–2015 a vu le taux de chômage au sens du BIT des hommes se rapprocher de celui des femmes. Au quatrième trimestre 2015, 4,6% des hommes et 4,8% des femmes étaient au chômage; Cet écart était plus important cinq ans plus tôt (3,8%, respectivement 4,6%).

En 2015, le travail à temps partiel demeurait plus répandu chez les femmes (57,3%) que chez les hommes (16,8%). Le nombre d'hommes travaillant à temps partiel a connu une croissance prononcée ces cinq dernières années (+27,2% contre +7,9% pour les femmes).

Forte immigration de main-d'œuvre étrangère

Le nombre de personnes actives de nationalité étrangère (actifs occupés plus chômeurs au sens du BIT) a progressé de 21,7% entre le quatrième trimestre 2010 et le quatrième trimestre 2015 pour atteindre 1,6 million de personnes. Le nombre de personnes actives de nationalité suisse s'est accru de 4,7% à 3,6 millions. Le solde migratoire des personnes actives connaît des fluctuations relativement fortes (entre 42'000 en 2010 et 78'000 en 2011). Les étrangers sont nettement plus touchés par le chômage que les Suisses (resp. 8,8% et 3,2% au quatrième trimestre 2015). En cinq ans, le taux de chômage a augmenté moins fortement chez les Suisses (+0,2 point) que chez les étrangers (+1,2 point).

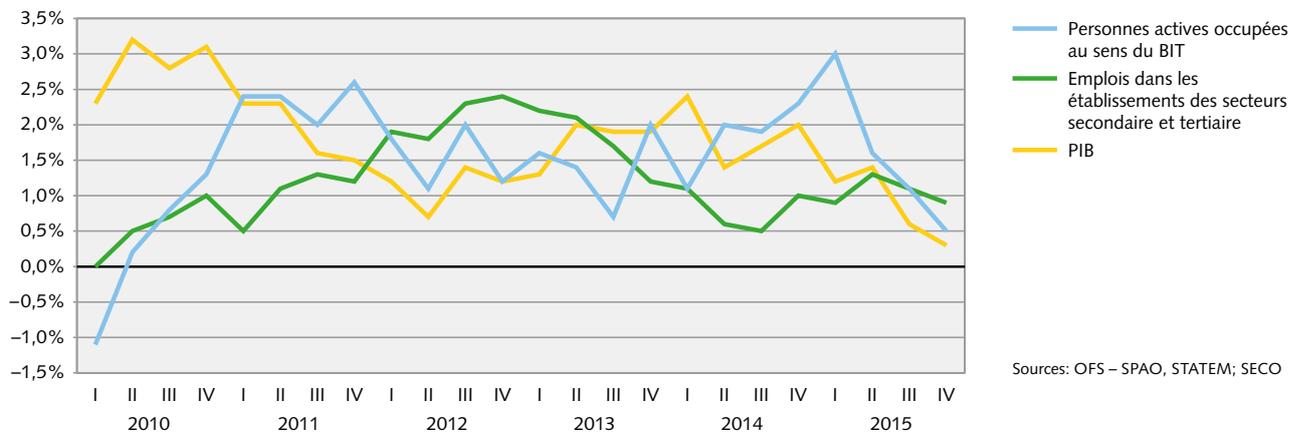
Marché suisse du travail performant en comparaison internationale

Le taux de chômage au sens du BIT en Suisse (4,7% au quatrième trimestre 2015) correspond environ à la moitié du taux moyen de l'Union européenne (UE-28: 9,1%). La République tchèque (4,5%), l'Allemagne (4,5%), la Norvège (4,2%) et l'Islande (3,1%) présentent un taux encore plus faible. Le taux d'activité des femmes et la proportion d'actifs occupés à temps partiel sont nettement plus élevés en Suisse que dans la plupart des autres pays européens.

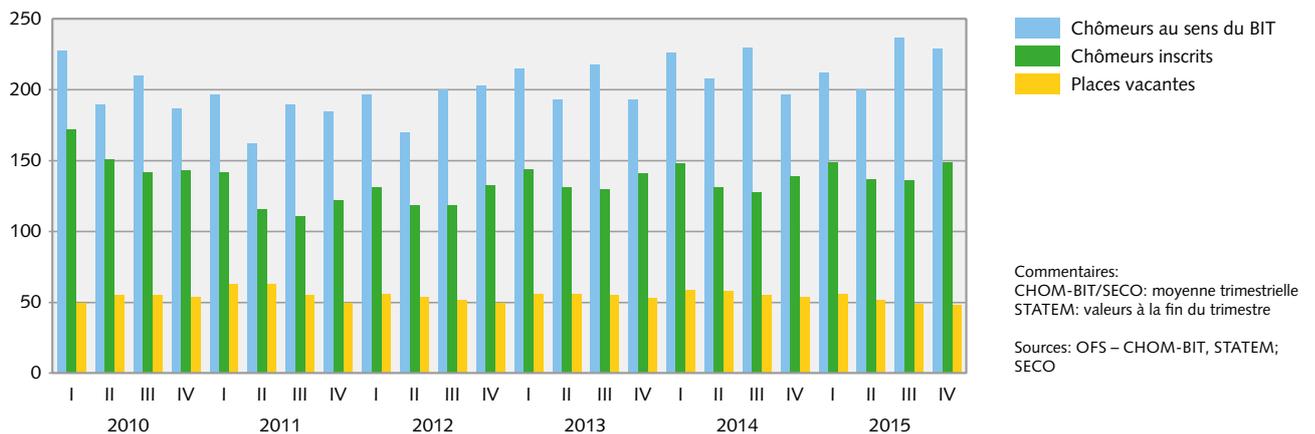
Croissance des salaires nominaux et réels

En 2015, les salaires nominaux ont augmenté en moyenne de +0,4% par rapport à 2014, soit le taux le plus bas depuis 1999. Pour la quatrième année consécutive, l'évolution des salaires nominaux se situe en-dessous de la barre de +1%. A fin 2014, au moment des prises de décision en matière de revalorisation salariale pour 2015 et six ans après l'éclatement de la crise financière de 2008, la conjoncture économique mondiale restait fragile. L'évolution nominale des salaires reflète au plus près l'inflation estimée en septembre 2014 à +0,4% pour 2015. L'inflation s'étant soldée par un taux négatif de -1,1%, le pouvoir d'achat des salaires a augmenté de +1,5% en 2015. Durant les cinq dernières années, de 2011 à 2015, le rythme annuel moyen de la progression salariale réelle, pour l'ensemble salarié(e)s a été de +1,1% (hommes +1,1%, femmes +1,2%).

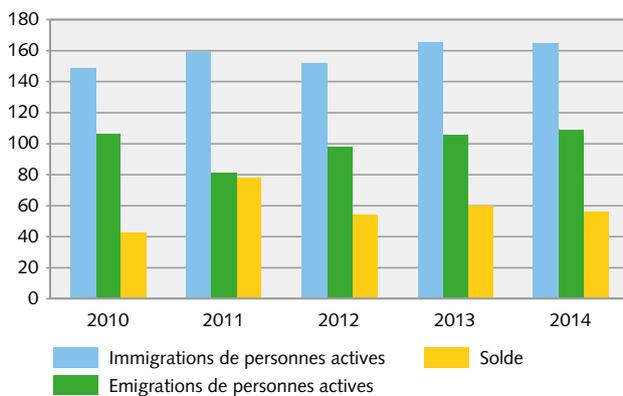
Variation du produit intérieur brut (PIB en termes réels), du nombre de personnes actives occupées et du nombre d'emplois, par rapport à l'année précédente, en pour cent, 2010–2015



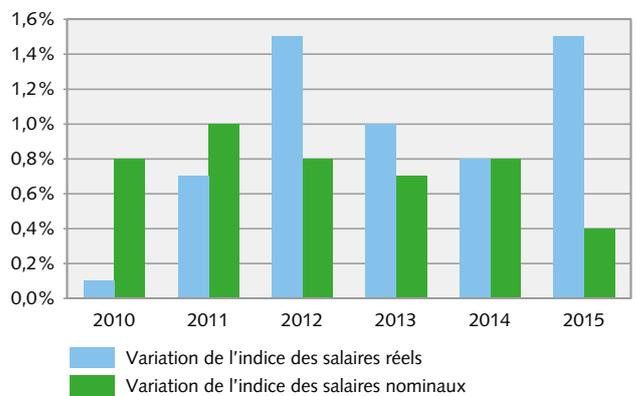
Chômeurs au sens du BIT, chômeurs inscrits et places vacantes, en milliers, 2010–2015



Migration de main-d'oeuvre, en milliers, 2010–2014



Variation de l'indice des salaires nominaux et réels, par rapport à l'année précédente, en pour cent, 2010–2015



2010–2015: La situation des hommes et des femmes sur le marché du travail

De 2010 à 2015, la proportion de femmes participant au marché du travail a augmenté. Hommes et femmes sont toujours plus nombreux à travailler à temps partiel. Proportionnellement, les femmes restent cependant nettement plus nombreuses que les hommes à exercer une activité professionnelle à temps partiel (57,3% contre 16,8%). Le taux de chômage au sens du BIT a augmenté au fil des ans chez les hommes et se situe maintenant à un niveau comparable à celui des femmes (resp. 4,6% et 4,8%). Les femmes gagnent en moyenne 12,5% de moins que les hommes. Seule une partie de cette différence peut être expliquée par des critères objectifs.

La part des femmes actives a augmenté

Entre le quatrième trimestre 2010 et le quatrième trimestre 2015, le nombre d'hommes actifs (hommes actifs occupés et chômeurs au sens du BIT) a progressé de 7,8% (à 2,8 millions), celui des femmes actives de 11,6% (à 2,4 millions). La part des femmes dans la population active a augmenté en cinq ans de 0,9 points à 45,9%. Le nombre de personnes actives occupées a plus fortement augmenté chez les femmes (+11,3%) que chez les hommes (+7,1%). Et le nombre de personnes au chômage au sens du BIT a progressé de 17,3% chez les femmes et de 28,0% chez les hommes. Ces évolutions ont entraîné une réduction de la part des femmes parmi les chômeurs au sens du BIT, laquelle est passée de 50,3% en 2010 à 48,1% en 2015 (quatrième trimestre).

Le travail à temps partiel continue de progresser

Le travail à temps partiel est nettement plus répandu chez les femmes que chez les hommes: au quatrième trimestre 2015, 57,3% des femmes actives occupées travaillaient à temps partiel (taux d'occupation inférieur à 90%), contre 16,8% des hommes actifs occupés. Entre le quatrième trimestre 2010 et le quatrième trimestre 2015, le nombre d'actifs occupés à temps partiel a augmenté aussi bien chez les femmes (+7,9%) que chez les hommes (+27,2%).

La distribution inégale du travail à temps partiel explique que la part des femmes au volume total des heures effectives de travail n'ait été en 2015 que de 38,4%.

Les femmes travaillent plus souvent dans le secteur des services que les hommes

Pour les deux sexes, l'évolution des actifs occupés a été comparable dans les trois secteurs économiques entre le quatrième trimestre 2010 et le quatrième trimestre 2015: le nombre d'hommes et de femmes occupés dans le secteur secondaire a augmenté à un rythme inférieur à la moyenne (resp. +2,1% et +5,2%), celui des hommes et des femmes occupés dans le secteur tertiaire a progressé à un rythme supérieur à la moyenne (resp. +10,7% et +11,8%).

Proportionnellement, les femmes travaillent bien plus fréquemment que les hommes dans le secteur des services (4^e trimestre 2015: 86,4% contre 66,1%). 10,9% seulement des femmes travaillent dans l'industrie et 2,7% dans l'agriculture. Parmi les hommes actifs occupés, 30,1% travaillent dans l'industrie et 3,8% dans l'agriculture.

Hausse du taux de chômage au sens du BIT malgré la récente reprise économique

La récession économique amorcée au quatrième trimestre 2008 (PIB par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente) a fait augmenter le taux de chômage au sens du BIT au cours des trimestres suivants: il est passé au premier trimestre 2010 à 5,0% chez les hommes et à 5,3% chez les femmes. En 2010 l'économie a repris de la vigueur. Il en est résulté une baisse du taux de chômage à 3,5% pour les hommes et à 3,7% pour les femmes au deuxième trimestre 2011. La dynamique économique a ralenti en 2011 et en 2012: le taux de chômage a eu tendance à augmenter en 2013 et celui des hommes à se rapprocher de celui des femmes. Le chômage a atteint 4,7% au troisième trimestre 2013 tant pour les hommes que pour les femmes. Il a diminué au cours des trimestres suivants pour les deux sexes, avant d'augmenter à nouveau à partir du deuxième trimestre 2015.

Au cours des cinq années qui s'étendent du quatrième trimestre 2010 au quatrième trimestre 2015, le taux de chômage au sens du BIT des hommes a presque rejoint celui des femmes. Si les deux taux étaient encore nettement distincts en 2010 (hommes 3,8%, femmes 4,6%), il sont à peu près au même niveau en 2015 (hommes 4,6%, femmes 4,8%).

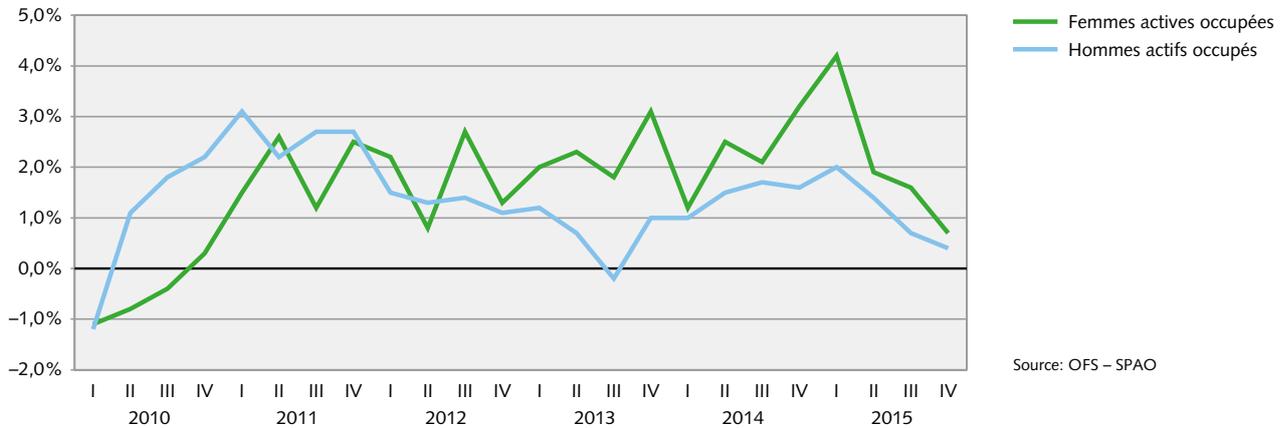
Les femmes gagnent moins que les hommes

En 2014, le salaire mensuel brut des femmes dans l'économie totale était de 5907 francs, et celui des hommes de 6751 francs. La différence salariale a diminué depuis 2010 passant de 15,6% à 15,1% en 2012, et 12,5% en 2014. Dans l'économie privée, l'écart salarial était en 2014 de 15,1%, contre 18,9% en 2012 et 18,5% en 2010. Dans le secteur public, elle atteignait 12,3% en 2014.

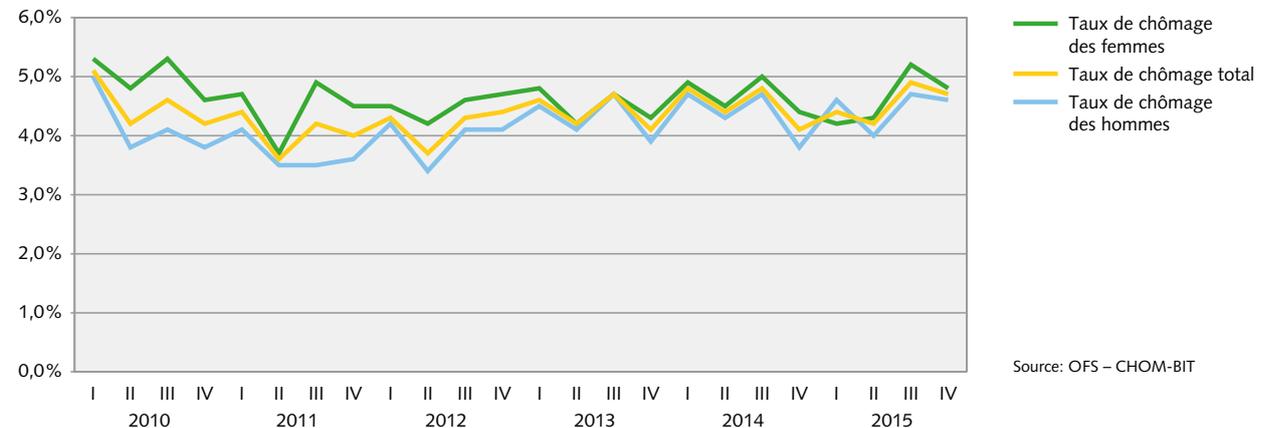
Selon une analyse mandatée par l'Office fédéral de la statistique, 59,1% de la différence salariale de 2012 (secteur privé) peuvent s'expliquer par des structures objectivement différentes comme le niveau hiérarchique, l'ancienneté ou la formation. 40,9% de la différence reposent sur des facteurs inexpliqués¹.

¹ www.statistique.ch → Thèmes → 03 – Travail, rémunération → Salaires et revenus du travail → Indicateurs → Niveau des salaires → par sexe

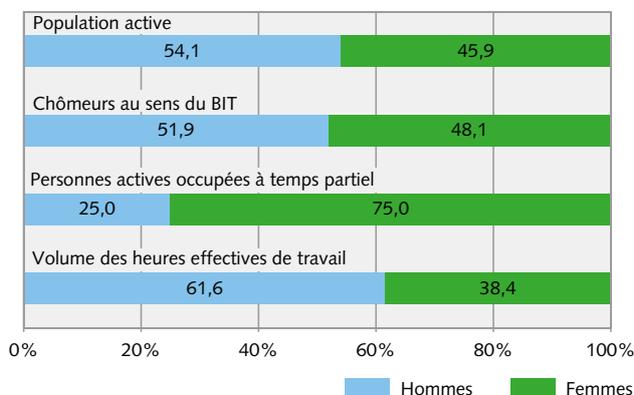
Variation du nombre d'actifs occupés selon le sexe, par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente, en pour cent, 2010–2015



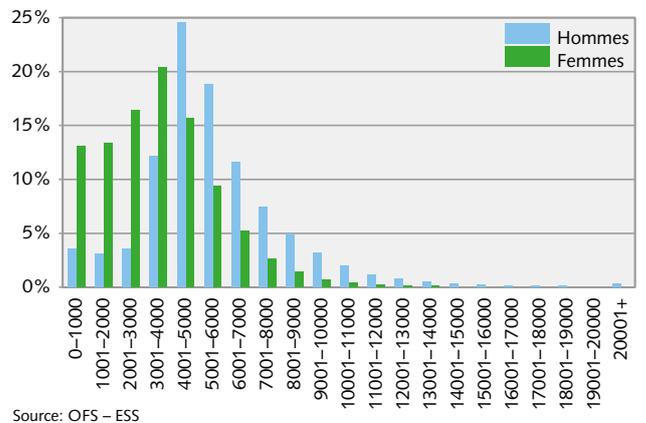
Taux de chômage au sens du BIT selon le sexe, en pour cent, 2010–2015



Répartition hommes/femmes de la pop. active, des chômeurs au sens du BIT, des pers. actives occupées à temps partiel (au 4^e trimestre 2015 dans les trois cas) et du volume des heures effectives de travail (2015), en pour cent



Répartition des salariés selon les classes de salaires (salaire mensuel net en francs) et le sexe, secteur privé et secteur public ensemble, en pour cent, 2014



2010–2015: La main-d'œuvre suisse et étrangère

Depuis 2001, la Suisse connaît une forte immigration de main-d'œuvre étrangère. De 2010 à 2015, le nombre de personnes actives de nationalité étrangère a augmenté presque cinq fois plus fortement que celui des personnes actives de nationalité suisse. Sans les naturalisations, la différence serait encore plus marquée. Sur l'ensemble de la période sous revue, le taux de chômage au sens du BIT des étrangers était deux à trois fois plus élevé que celui des Suisses. Les salaires de ces derniers sont globalement plus élevés que ceux des travailleurs étrangers.

Forte immigration de main-d'œuvre étrangère

Entre le quatrième trimestre 2010 et le quatrième trimestre 2015, le nombre d'actifs étrangers (étrangers actifs occupés et étrangers chômeurs au sens du BIT) a progressé presque cinq fois plus rapidement que celui des personnes actives de nationalité suisse (+21,7% à 1,6 million contre +4,7% à 3,6 millions). De 2011 à 2014, on observe chaque trimestre une hausse sensible (entre 3 et 5%) de la population active étrangère par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente. Aux deuxième et troisième trimestres 2015, cette progression a légèrement ralenti et la population active de nationalité étrangère n'a plus augmenté que de 2,4%. La forte progression du nombre de travailleurs étrangers est le résultat d'une forte immigration: de 2010 à 2014, l'immigration de main-d'œuvre étrangère a dépassé l'émigration de main-d'œuvre étrangère de 301'000 personnes. Pour les actifs de nationalité suisse, on observe durant la même période un solde négatif de 10'000 personnes. Les naturalisations ont une incidence sur la structure de la population active: de 2010 à 2014, quelque 109'000 personnes actives étrangères ont acquis la nationalité suisse. Sans ces naturalisations, l'effectif de la population active étrangère aurait augmenté de 29,8% entre 2010 et 2015 et celui de la population active suisse n'aurait augmenté que légèrement (1,5%). Au quatrième trimestre 2015, la part des étrangers dans la population active représentait 31,5% contre 28,3% cinq ans plus tôt.

Le chômage au sens du BIT touche davantage les étrangers que les Suisses

Au quatrième trimestre 2015, la population active de nationalité suisse se composait de 3,5 millions d'actifs occupés et de 116'000 chômeurs au sens du BIT. Le taux de chômage au sens du BIT de la population suisse s'élevait ainsi à 3,2%. Ce taux a varié au cours de la période sous revue entre 2,6% (2011) et 3,9% (2014). La situation des étrangers est moins favorable: au quatrième trimestre 2015, 1,6 million d'entre eux étaient actifs occupés et 113'000 étaient au chômage. Le taux de chômage de la population étrangère était de 8,8%. Les étrangers sont davantage exposés au risque de chômage. Ce risque plus grand tient entre autres au fait qu'une proportion comparative-ment importante de personnes actives de nationalité étrangère n'a pas achevé d'autre formation que l'école obligatoire (25,8%, contre 10,6% des Suisses).

Moins de temps partiel chez les étrangers

Entre le quatrième trimestre 2010 et le quatrième trimestre 2015, la part des personnes travaillant à temps partiel a légèrement augmenté tant chez les Suisses (+2,0 points à 39,1%) que chez les étrangers (+0,8 point à 25,4%). Ce mode de travail est très répandu chez les femmes, mais il l'est bien plus chez les Suissesses que chez les étrangères: au quatrième trimestre 2015, 60,5% des premières travaillaient à temps partiel, contre 45,8% des secondes. Chez les hommes, les proportions étaient de 19,1% et 10,6%. La plupart des actifs occupés étrangers sont salariés (96,4% contre 89,0% des Suisses). Seuls 3,6% ont le statut d'indépendants ou travaillent dans l'entreprise familiale. Cette différence par rapport aux Suisses est liée à plusieurs facteurs: à la problématique de l'intégration s'ajoute l'impossibilité pour les étrangers de première génération de reprendre une entreprise en mains familiales. Comparée à la population suisse, une part plus importante de la population de nationalité étrangère est par ailleurs âgée de moins de 40 ans (et la proportion d'indépendants est bien plus élevée chez les 40 à 64 ans que dans les autres groupes d'âges).

La part des travailleurs frontaliers étrangers augmente

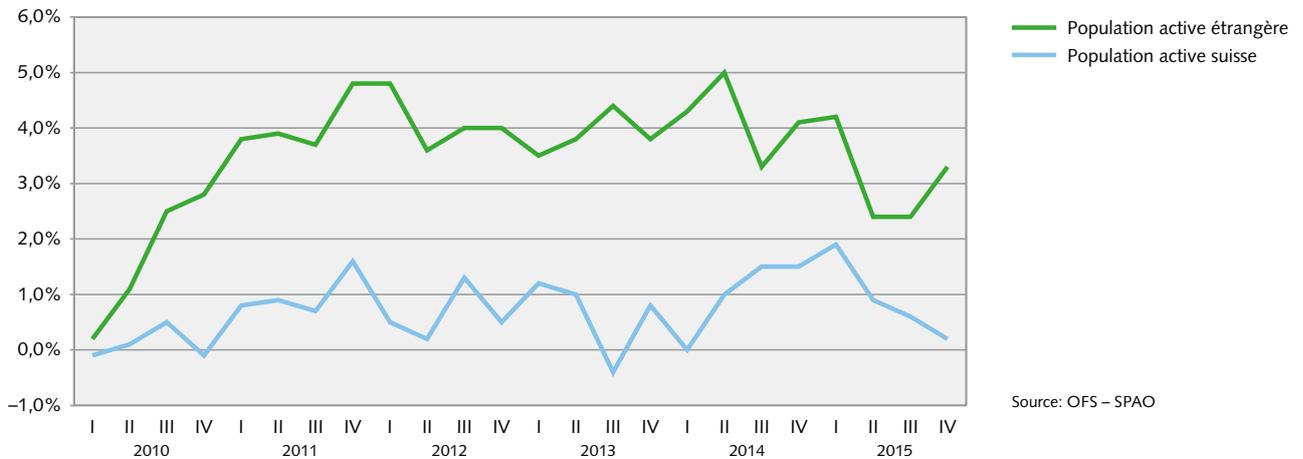
La structure de la population active occupée de nationalité étrangère selon le statut d'établissement n'a que légèrement changé au cours des cinq dernières années. Si la part des frontaliers titulaires du permis G a augmenté de 1,4 point à 19,7%, celle des autres groupes d'étrangers a diminué: -0,9 point à 48,7% pour les titulaires d'une autorisation d'établissement (livret C), -0,2 point à 26,8% pour les titulaires d'une autorisation de séjour (livret B), -0,4 point à 3,2% pour les titulaires d'une autorisation de séjour de courte durée.

Conditions salariales plus favorables pour les Suisses

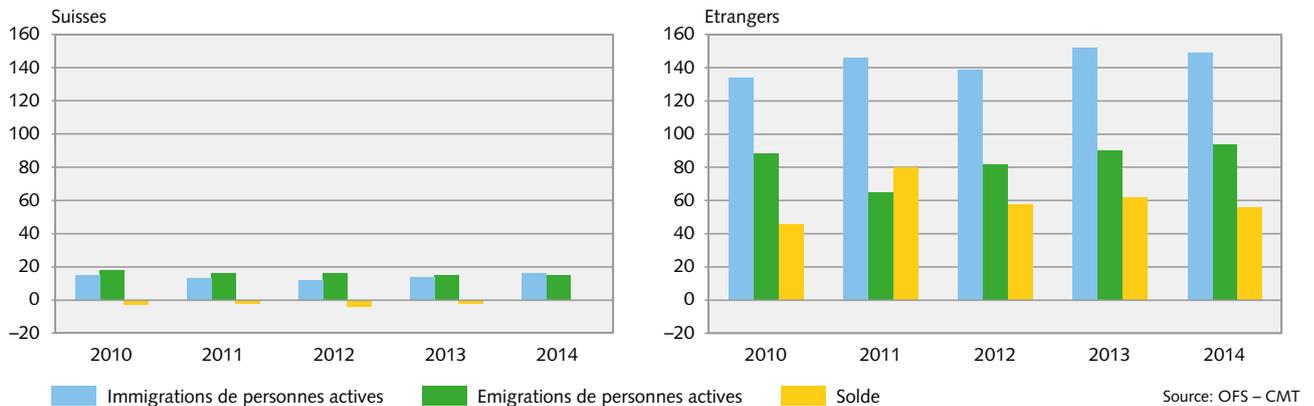
En 2014, le niveau de rémunération de la main-d'œuvre étrangère était globalement inférieur à celui des salariés suisses (resp. 5833 francs et 6713 francs). On observe ainsi un écart salarial de 13,1% en faveur de la main-d'œuvre suisse. Ces chiffres ne permettent cependant pas de conclure à une inégalité de traitement: d'une part les travailleurs étrangers sont en moyenne plus jeunes et d'autre part, d'importantes différences subsistent entre Suisses et étrangers en termes de niveau de formation et de répartition entre les branches économiques.

Entre 2010 et 2014, le niveau salarial médian des salariés étrangers (tous types d'autorisation de séjour confondus) a augmenté de 4,0% tandis que celui des salariés de nationalité suisse a connu une hausse de 3,5%.

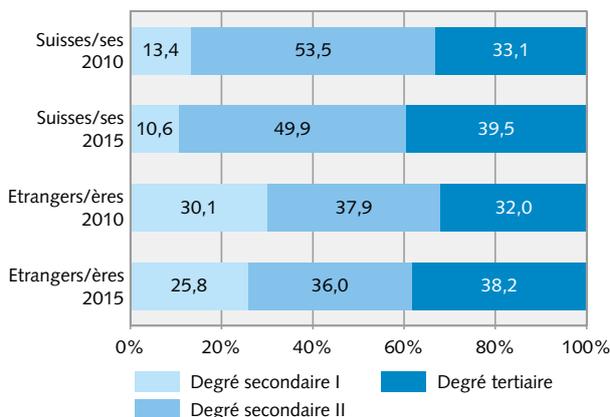
Variation de la population active selon la nationalité, par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente, en pour cent, 2010–2015



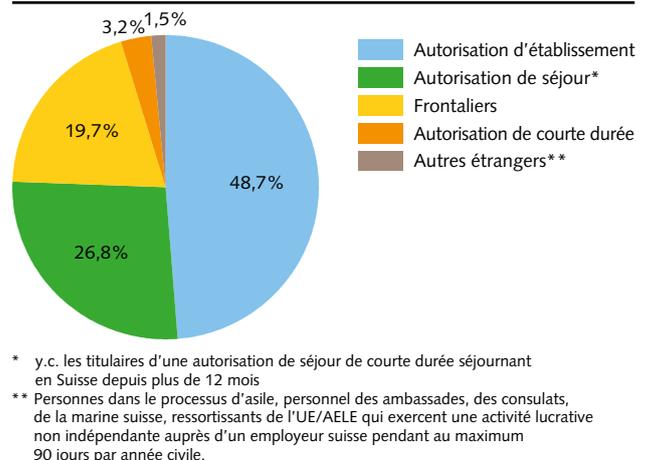
Migration de personnes actives selon la nationalité, en milliers, 2010–2014



Niveau de formation des personnes actives selon la nationalité, en pour cent, 4^e trimestre 2010 et 4^e trimestre 2015



Population active occupée étrangère selon l'autorisation de résidence, en pour cent, 4^e trimestre 2015



2010–2015: La situation dans les sept grandes régions de la Suisse

De 2010 à 2015, le nombre d'actifs occupés a augmenté à un rythme supérieur à la moyenne dans les grandes régions Suisse centrale, Espace Mittelland et Zurich. La Région lémanique accueille plus du tiers des frontaliers travaillant en Suisse. Le taux de chômage au sens du BIT a augmenté de 0,5 point ces cinq dernières années à l'échelle de la Suisse. On observe cependant des différences entre les grandes régions: si le taux a fortement augmenté dans la Région lémanique, en Suisse centrale et dans la Suisse du Nord-Ouest, il a reculé à Zurich. Pendant toute la période considérée, le taux de chômage a toujours été supérieur de 2 points de pourcentage à la moyenne suisse dans la Région lémanique et au Tessin.

Forte progression du nombre d'actifs occupés en Suisse centrale

Au niveau suisse, le nombre d'actifs occupés a progressé de 9,0% entre le quatrième trimestre 2010 et le quatrième trimestre 2015. Les plus fortes hausses s'observent en Suisse centrale (+13,5%), dans l'Espace Mittelland (+11,4%) et à Zurich (+9,9%). Au quatrième trimestre 2015, l'Espace Mittelland comptait le plus de personnes actives occupées (1,1 million), devant Zurich (993'000) et la Région lémanique (944'000).

Un tiers des frontaliers travaillent dans la Région lémanique

Au quatrième trimestre 2015, 304'100 frontaliers travaillaient en Suisse. Plus d'un tiers exercent leur activité professionnelle dans la Région lémanique (37,0%), un quart dans la Suisse du Nord-Ouest (22,6%) et un cinquième au Tessin (20,5%). Ces trois grandes régions accueillent ensemble quelque quatre cinquièmes des frontaliers.

Entre 2010 et 2015 (4^e trimestres), la part de frontaliers dans la population active a augmenté le plus fortement au Tessin (+4,3 points à 26,9%) et dans la région lémanique (+2,5 points à 11,8%). L'augmentation a été bien plus modérée en Suisse du Nord-Ouest (+0,7 point à 10,4%). Au niveau suisse, le part de frontaliers dans la population active a progressé de 1,0 point (à 6,0%).

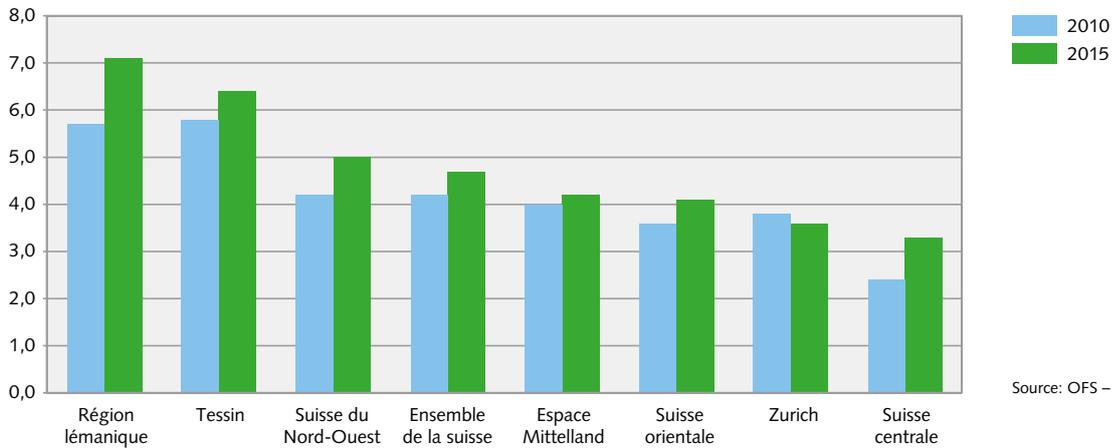
Hausse du taux de chômage au sens du BIT dans toutes les grandes régions sauf à Zurich

Sur l'ensemble des cinq années considérées (du 4^e trimestre 2010 au 4^e trimestre 2015), le taux de chômage au sens du BIT a progressé au niveau suisse de 4,2% à 4,7%. On observe cependant des différences entre les grandes régions: le taux de chômage a fortement augmenté dans la Région lémanique (de 5,7 à 7,1%), en Suisse centrale (de 2,4 à 3,3%) et dans la Suisse du Nord-Ouest (de 4,2 à 5,0%). La hausse a été moins forte au Tessin (de 5,8 à 6,4%), en Suisse orientale (de 3,6 à 4,1%) et dans l'Espace Mittelland (de 4,0 à 4,2%). Seule Zurich a enregistré une baisse du taux de chômage de 0,2 point (à 3,6%).

La région zurichoise propose les salaires les plus élevés

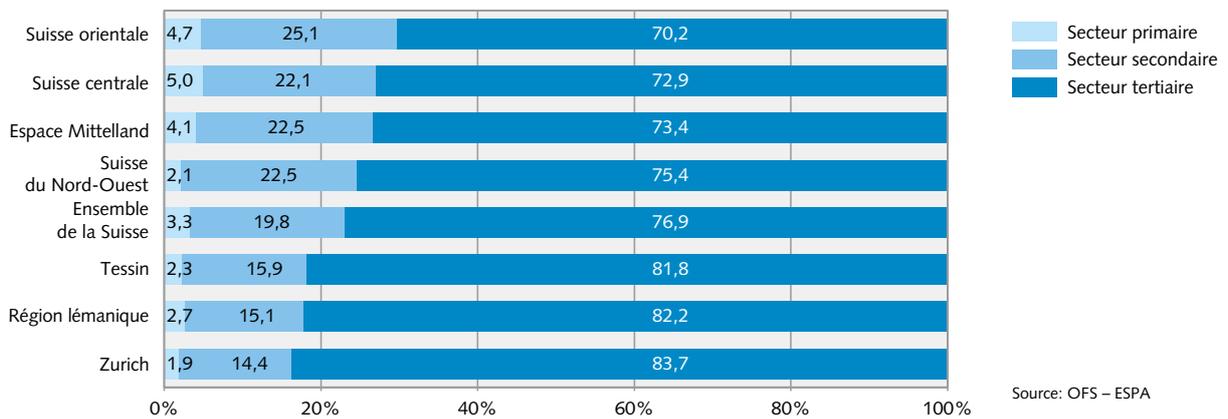
La situation salariale en 2014 variait selon la grande région: avec un salaire brut standardisé médian de 5485 francs par mois, les salariés du Tessin étaient les moins bien rémunérés. Ils gagnaient 19,5% de moins que les salariés de la région de Zurich (6810 francs), les mieux payés de Suisse (abstraction faite des différences du coût de la vie). L'écart de salaire entre les deux régions a augmenté de 1,5 point par rapport à 2010 (18,0%). Le niveau des salaires des cinq autres grandes régions divergeait moins et se situait en 2014 entre ces deux extrêmes: 6578 francs dans la Suisse du Nord-Ouest, 6497 francs dans la Région lémanique, 6358 francs dans l'Espace Mittelland, 6352 francs en Suisse centrale et 6027 francs en Suisse orientale.

Taux de chômeurs au sens du BIT par grande région, en pour cent, 4^e trimestre 2010 et 2015



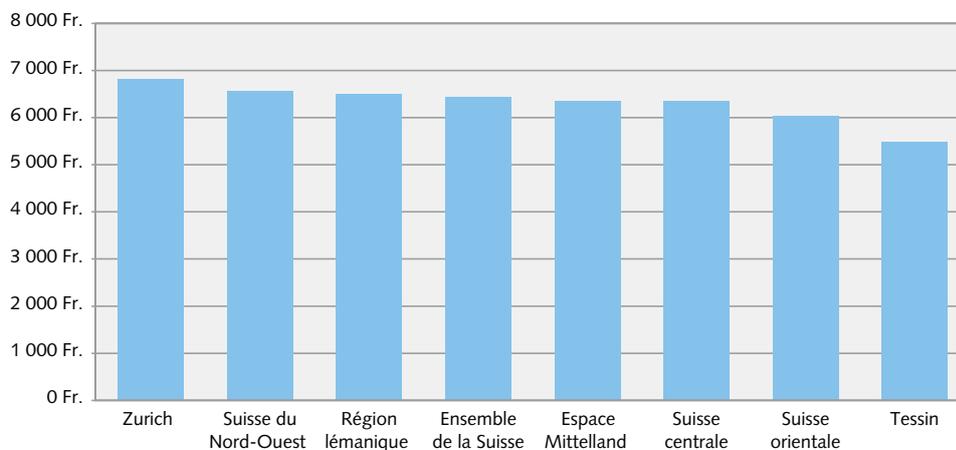
Source: OFS – CHOM-BIT

Répartition des personnes actives occupées dans les différents secteurs économiques par grande région, en pour cent, moyenne annuelle 2015



Source: OFS – ESPA

Salaires mensuels bruts standardisés (médiane) par grande région, en francs, 2014, secteur privé et secteur public ensemble



Source: OFS – ESS

Situation du marché du travail au 1^{er} trimestre 2016 et perspectives à court terme

Le nombre des actifs occupés et des emplois a augmenté au premier trimestre 2016 par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente. Le taux de chômage au sens du BIT et le taux de chômage selon le SECO ont enregistré une hausse. Les places vacantes étaient moins nombreuses et les difficultés à recruter du personnel qualifié ont été moins importantes qu'il y a un an. L'indicateur des perspectives d'emploi fait entrevoir pour le deuxième trimestre 2016 un accroissement du nombre d'emplois.

Hausse du nombre de personnes actives occupées et de celui des emplois

Au premier trimestre 2016, le nombre des actifs occupés a progressé de 65'000 ou de 1,3% par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente. La hausse a été plus élevée chez les femmes (+1,8%) que chez les hommes (+0,9%) et plus faible pour les personnes actives occupées suisses (+0,8%) que pour celles de nationalité étrangère (+2,4%). Chez ces dernières, le nombre de titulaires d'une autorisation de séjour B (en règle générale valable cinq ans et renouvelable) et de titulaires d'une autorisation frontalière G s'est nettement accru en comparaison annuelle (respectivement +7,4% et +3,7%). En revanche, le nombre de titulaires d'une autorisation de séjour de courte durée L (-5,0%) et celui des titulaires d'une autorisation d'établissement (-0,2%) ont diminué. Le nombre d'actifs occupés a augmenté dans le secteur tertiaire (+2,0%), alors qu'il a diminué dans le secteur secondaire (-0,4%).

Par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente, le nombre des actifs occupés a progressé plus nettement (+1,3%) que celui des emplois (+0,6%). Les évolutions différentes du nombre des actifs occupés (statistique de la population active occupée SPAO) et du nombre des emplois (statistique de l'emploi STATEM) peuvent, entre autres, résulter des différences quant à l'univers de base (ménages pour l'une et entreprises pour l'autre), à l'unité statistique (personnes pour l'une et emplois pour l'autre) et quant à la période de référence (moyenne trimestrielle pour l'une et fin du trimestre pour l'autre). Lorsque la conjoncture se détériore, la SPAO tend à donner souvent une image plus positive que la STATEM.

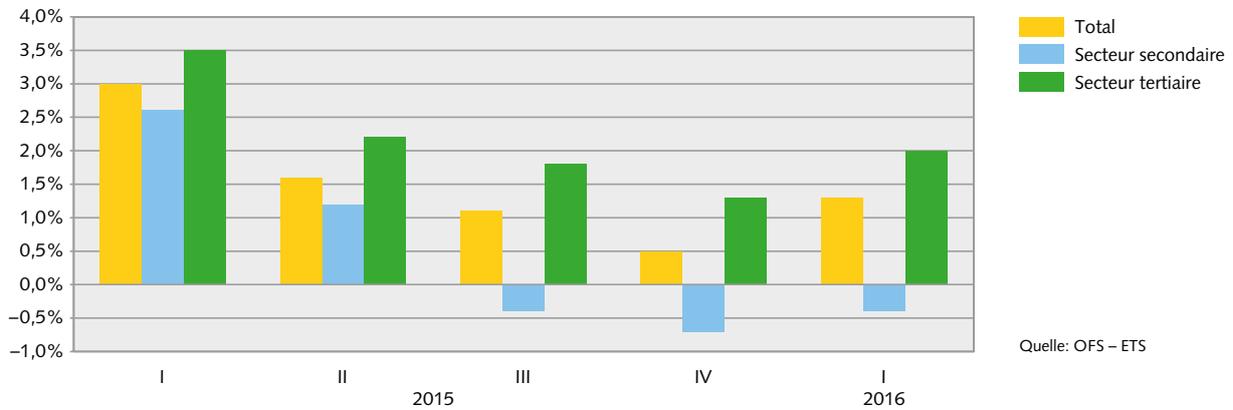
Hausse du taux de chômage au sens du BIT

Au premier trimestre 2016, 248'000 personnes étaient au chômage en Suisse selon la définition du Bureau international du Travail (BIT), soit 37'000 de plus qu'un an auparavant. Ces chômeurs au sens du BIT représentaient 5,1% de la population active, contre 4,4% au premier trimestre 2015. Le taux de chômage selon le SECO se situait à 3,6% au premier trimestre 2016, soit un niveau supérieur de 0,3 point par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente. Ce taux représente en chiffres absolus quelque 160'000 personnes enregistrées au premier trimestre 2016 comme chômeurs dans un office régional de placement et une hausse de 11'000 personnes par rapport à 12 mois auparavant. Le nombre de demandeurs d'emploi non chômeurs (effectifs principalement composés de personnes en programme d'emploi temporaire, en programme de reconversion et de perfectionnement ainsi que de personnes en gain intermédiaire) a aussi progressé entre le premier trimestre 2015 (57'000) et le premier trimestre 2016 (61'000). La hausse se chiffre à quelque 4000 personnes.

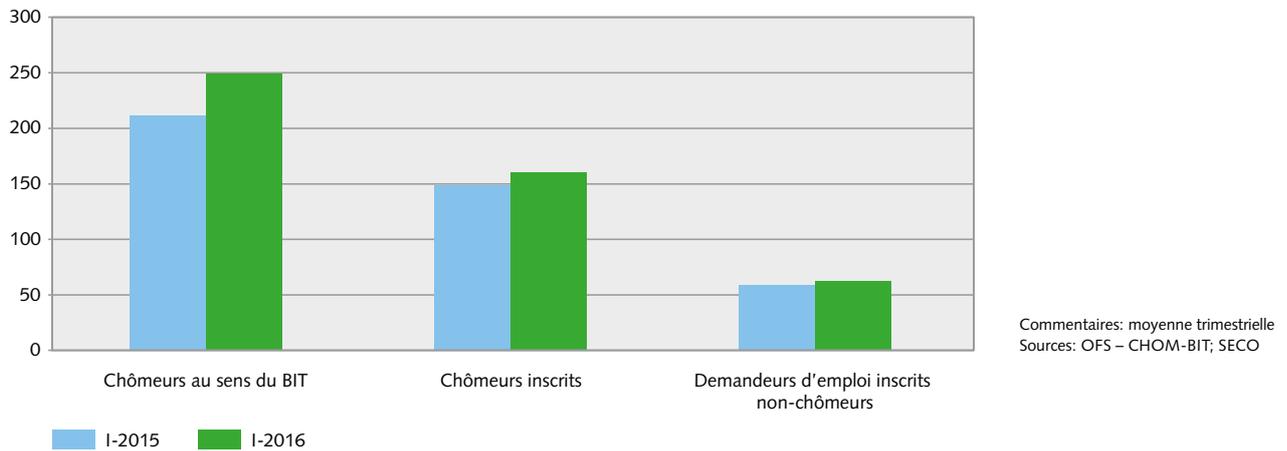
Prévisions d'évolution de l'emploi

Les indicateurs à court terme de la statistique de l'emploi laissent entrevoir que les effectifs vont d'une manière générale augmenter ou du moins rester au même niveau pendant le trimestre à venir. L'indicateur des prévisions d'évolution de l'emploi, qui représente les attentes des entreprises quant à l'évolution de l'emploi dans les trois mois suivants, est resté au premier trimestre 2016 inchangé par rapport à l'année précédente (1,02) et était donc toujours supérieur à 1,00, dans le secteur secondaire (1,02; +0,0%) comme dans le secteur tertiaire (1,02; +0,0%). Au premier trimestre 2016, on dénombrait 51'000 places vacantes dans l'économie totale, soit 4700 de moins (-8,5%) qu'au premier trimestre 2015. Le recul a été nettement plus fort dans le secteur secondaire (-2500 unités; -18,9%) que dans le secteur tertiaire (-2200 unités; -5,2%). Par conséquent, la part des entreprises ayant eu des difficultés à recruter du personnel qualifié s'est réduite plus fortement dans le secteur secondaire (-4,9 points à 33,9%) que dans le secteur tertiaire (-0,7 point à 26,8%).

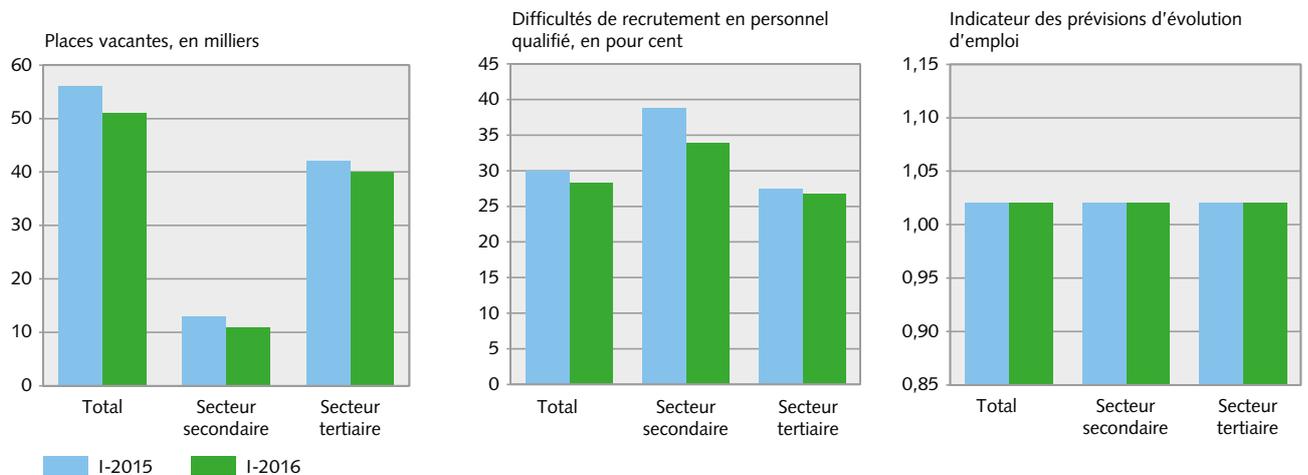
Variation du nombre d'actifs occupés par secteur économique, par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente, en pour cent, 1^{er} trimestre 2015 et 1^{er} trimestre 2016



Chômeurs au sens du BIT, chômeurs inscrits et demandeurs d'emploi inscrits non-chômeurs, en milliers, 1^{er} trimestre 2015 et 1^{er} trimestre 2016



Places vacantes, difficultés de recrutement en personnel qualifié dans les secteurs secondaire et tertiaire et indicateur des prévisions d'évolution d'emploi*, 1^{er} trimestre 2015 et 1^{er} trimestre 2016



* L'échelle va de 0,50 (réduction) à 1,50 (augmentation), en passant par 1,0 (maintien).

Source: OFS – STATEM

Le marché du travail suisse en comparaison internationale

Le marché du travail suisse est performant en comparaison internationale. La Suisse a l'un des taux d'activité les plus élevés d'Europe. Le taux d'activité des femmes et la part d'actifs occupés à temps partiel sont nettement plus élevés en Suisse que dans la plupart des autres pays européens. Le taux de chômage au sens du BIT est en Suisse inférieur de près de moitié au taux moyen de l'Union européenne. Les salaires en Suisse, convertis en euros, sont plus élevés que dans les pays de l'UE. Si l'on convertit les salaires en standard de pouvoir d'achat pour tenir compte du niveau différent des prix, les différences sont cependant plus faibles.

Taux d'activité élevé en Suisse

Au quatrième trimestre 2015, le taux d'activité de la population de 15 ans et plus atteignait 69,3% en Suisse, soit l'un des taux les plus élevés en Europe. Seule l'Islande (81,9%) affichait un taux d'activité supérieur. Les pays voisins de la Suisse enregistraient des taux sensiblement inférieurs (Autriche: 60,9%; Allemagne: 60,6%; France: 56,1%; Italie: 49,2%). Après l'Italie, la Croatie (52,5%) et la Grèce (52,2%) présentent les taux les plus faibles d'Europe. La moyenne de l'UE28 se situe à 57,6%.

Forte participation des femmes à la vie active dans les pays nordiques

La participation des femmes à la vie active varie fortement d'un pays à l'autre. En Italie (40,0%) et à Malte (41,7%), deux cinquièmes des femmes sont actives, tandis que les pays nordiques présentent les taux les plus élevés (Islande: 79,2%; Norvège: 61,8%; Suède: 60,7%). En moyenne européenne, une femme sur deux est active (51,4%). La Suisse est dans le peloton de tête avec un taux de 63,8%. La participation des femmes à la vie active est certainement favorisée en Suisse par une offre importante d'emplois à temps partiel. Dans notre pays, 35,6% des actifs occupés travaillent à temps partiel (femmes: 57,2%). Seuls les Pays-Bas affichent une proportion plus élevée (50,6%; femmes: 77,0%). La part des actifs occupés à temps partiel est particulièrement faible en Bulgarie (2,3%; femmes: 2,5%) et en Hongrie (5,6%; femmes: 7,5%).

Taux de chômage au sens du BIT relativement faible en Suisse

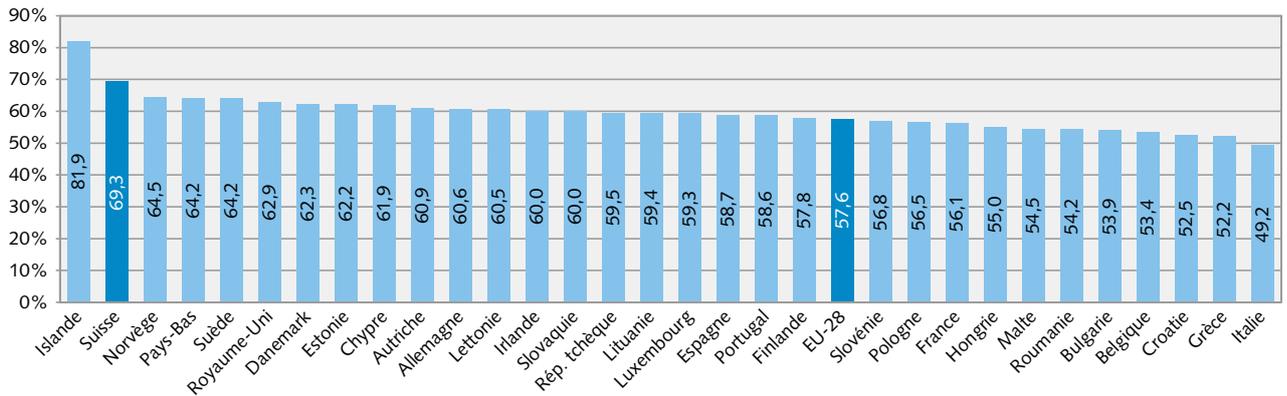
Entre le quatrième trimestre 2014 et le quatrième trimestre 2015, le taux de chômage au sens du BIT a augmenté de 0,6 point à 4,7%. Dans l'UE-28, on a observé parallèlement une baisse du chômage selon le BIT (de 10,0% à 9,1%). Par rapport aux Etats membres de l'UE, la Suisse fait toujours état d'un des taux les plus bas. Les pays suivants enregistrent des valeurs inférieures: la République tchèque (4,5%; -1,2 point), l'Allemagne (4,5%; -0,3 point), la Norvège (4,2%; +0,8 point) et l'Islande (3,1%; -1,0 point). La Grèce et l'Espagne sont les pays d'Europe qui présentent les taux de chômage au sens du BIT les plus élevés, mais comparés à leur niveau du trimestre correspondant de l'année précédente, ces taux ont tous les deux reculé (Grèce: -1,7 point à 24,4%; Espagne: -2,8 points à 20,9%).

Les salaires en comparaison internationale

La comparaison des salaires annuels bruts moyens pour un poste en équivalent plein temps dans l'industrie et les services marchands (entreprises de 10 employés ou plus) met en évidence l'écart salarial existant parmi les pays de l'UE. Des différences marquées sont à observer non seulement entre les pays de l'UE-15 et les nouveaux pays membres entrés dans l'UE depuis 2004, mais également à l'intérieur des deux groupes de pays. Dans l'UE-15, un décalage subsiste entre les pays du nord et ceux du sud. En effet, en 2010 les salaires bruts annuels les plus élevés sont enregistrés au Danemark (54'807 euros), au Luxembourg (51'008 euros) et en Belgique (44'366 euros), les plus bas en Espagne (26'621 euros), en Grèce (25'696 euros) et au Portugal (17'193 euros). L'écart salarial augmente encore si l'on considère les nouveaux pays membres: en 2010 seuls Chypre (25'417 euros) et la Slovénie (20'495 euros) affichent des salaires supérieurs à 20'000 euros tandis que la Roumanie et la Bulgarie, pays devenus membres de l'UE en 2007, viennent clore le classement avec des salaires annuels bruts respectivement de 6048 et 4618 euros. Avec un salaire brut annuel de 63'549 euros, niveau influencé en partie par la force du franc, la Suisse figure en première position devant la Norvège (55'370 euros), autre État membre de l'AELE, et le Danemark.

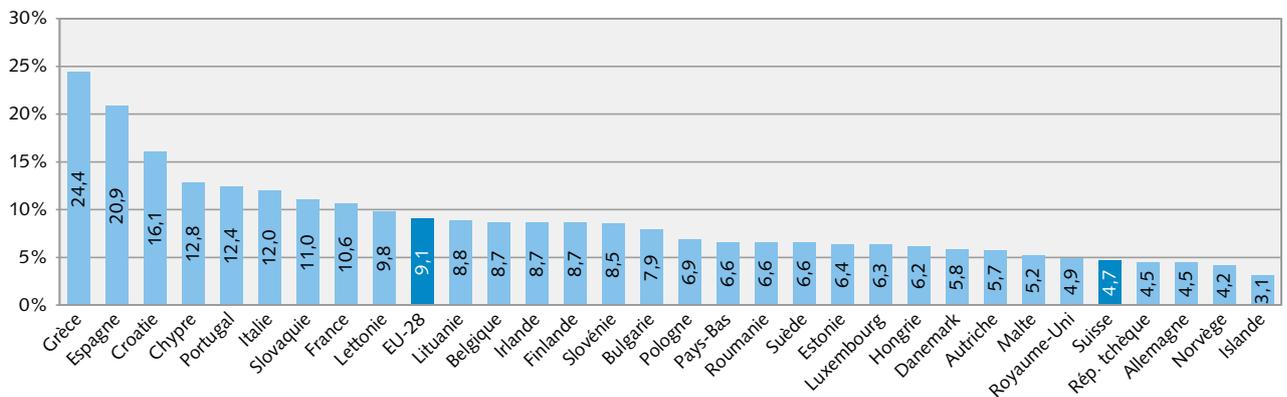
Afin de comparer des salaires qui traduisent de manière réelle leur pouvoir d'achat, les salaires exprimés en monnaie nationale doivent être convertis dans une devise commune artificielle appelée «standard de pouvoir d'achat» (SPA). La prise en compte des différences de niveaux de prix entre les pays nous amène à reconsidérer l'ampleur de l'écart salarial observé entre les pays. En effet, exprimés en euros, les salaires payés en Suisse (les plus hauts) sont 13,8 fois supérieurs à ceux payés en Bulgarie (les plus bas) alors qu'exprimés en SPA ils ne sont plus que 4,3 fois supérieurs. Si l'on considère les pays voisins, exprimés en euros, les salaires annuels payés en Suisse sont 1,6 fois supérieurs à ceux versés en Allemagne et en Autriche, 1,8 fois supérieurs à ceux payés en France et 2 fois supérieurs aux salaires de l'Italie. Par contre, lorsque la comparaison des salaires bruts moyens est faite sur la base de leur niveau en SPA, l'écart se réduit. Les salaires payés en Suisse ne sont plus que 1,2 fois supérieurs aux salaires payés en Allemagne, 1,3 fois supérieurs à ceux versés en Autriche, 1,4 et 1,5 fois supérieurs à ceux payés respectivement en France et en Italie.

Taux d'activité standardisé (15+ ans) en Suisse et dans les Etats de l'UE et de l'AELE, en pour cent, 4^e trimestre 2015



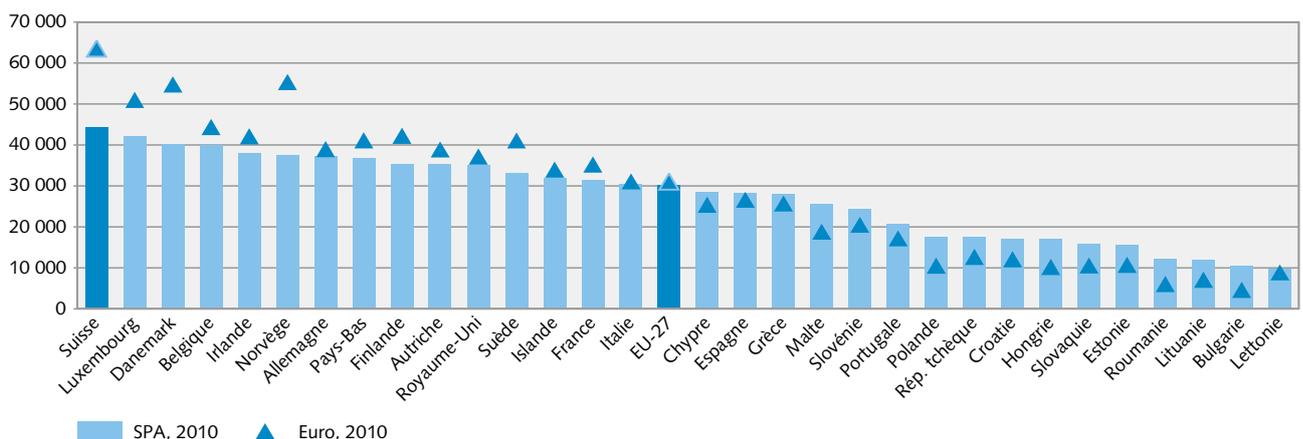
Sources: OFS – ESPA; EUROSTAT (état: février 2016)

Taux de chômage au sens du BIT (15–74 ans), en Suisse et dans les Etats de l'UE et de l'AELE, en pour cent, 4^e trimestre 2015



Sources: OFS – ESPA; EUROSTAT (état: février 2016)

Salaire annuel brut moyen pour un emploi à plein temps¹. Entreprises de 10 employés ou plus, secteurs de l'industrie et des services marchands², Suisse et Etats de l'UE et de l'AELE, en SPA³ et en Euro, 2010



¹ Les montants sont calculés à partir des salaires des employés à plein temps et des employés à temps partiel (recalculés sur la base d'un taux d'occupation de 100%).

² Sections B à N de la NACE Rév. 2

³ Les revenus exprimés en SPA (Standard de pouvoir d'achat) suppriment les effets des différences de niveaux de prix entre les pays.

Sources: OFS – ESS; EUROSTAT (état: avril 2016)

